



Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau
transfrontières et des lacs internationaux
Équipe spéciale de l'eau et du climat
Huitième réunion

Genève, Suisse, 15 septembre 2016

Projet de note d'orientation sur l'élaboration du Guide de mise en œuvre « Des paroles aux actes » pour la gestion des bassins versants et la coopération transfrontière du Cadre de Sendai.

Contexte

Lors de la session spéciale sur l'ouverture mondiale de la Convention sur l'eau et sa contribution à l'Agenda 2030 pour le développement durable et aux autres engagements mondiaux, qui s'est tenue au cours de la septième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'eau (Budapest, du 17 au 19 novembre 2015)¹, il a été noté que la Convention peut s'avérer utile à l'élaboration d'un guide sur la réduction des risques de catastrophes dans les bassins transfrontières « Des paroles aux actes »².

L'Equipe spéciale sera donc invitée à discuter la nécessité et les modalités de la préparation du Guide de mise en œuvre « Des paroles aux actes » pour la gestion des bassins versants et la coopération transfrontière, dans le cadre d'une éventuelle coopération avec le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (ONU-SPIC) à la lumière du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015 – 2030.

Le projet de note d'orientation, qui figure dans l'annexe, a été préparé sous l'égide des Pays-Bas avec l'appui du secrétariat de la Convention sur l'eau et l'ONU-SPIC.

ANNEXE: Projet de note d'orientation

Thème	Gestion des bassins versant et coopération transfrontière concernant la réduction du risque de catastrophe
Proposition de parties prenantes cibles	Le principal groupe cible est les gestionnaires de l'eau et les institutions responsables de la gestion de l'eau, et les personnes et les institutions responsables de la réduction du risque de catastrophe, aux niveaux local, régional, national et international. Comme la gestion de l'eau ne peut être dissociée des usagers de l'eau, le guide sera également axé sur les usagers de l'eau, notamment les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et de l'énergie.
Proposition d'axe prioritaire	Le guide fournira des informations sur les mécanismes mondiaux concernant les questions hydro météorologiques afin d'appuyer le Cadre de Sendai et ira au-delà en défendant l'intégration de la gestion des risques de catastrophe dans la gestion de l'eau et de l'adaptation au changement climatique, et en améliorant la coopération entre le monde de l'eau et des catastrophes. L'eau est souvent le support central par le biais duquel le changement climatique affecte les communautés et la plupart des catastrophes sont liées à l'eau. Ainsi, la gestion de l'eau est centrale à l'adaptation au changement climatique et à la réduction du risque de catastrophe. Au moins 60% des cours d'eau et une quantité similaire des

¹ Une version préliminaire du rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.unece.org/env/water/mop7/documents.html#/>

² Des informations détaillées sur le guide « Des paroles aux actes » est disponible à l'adresse suivante : <http://www.preventionweb.net/drr-framework/sendai-framework/wordsintoaction/>

	<p>masses d'eau souterraine franchissent des frontières. C'est pourquoi les risques et les défis sont partagés entre les pays et il est nécessaire de coordonner les solutions. Des mesures d'adaptation unilatérales peuvent avoir des effets négatifs sur les autres pays riverains. Coopérer en matière de réduction des risques de catastrophes, peut aider à trouver conjointement des solutions susceptibles d'être plus efficaces et plus économiques, en planifiant les mesures dans une zone géographique plus vaste, en élargissant la base de l'information, en échangeant les données et en combinant les efforts. La coopération en matière de réduction des risques de catastrophe fait donc partie de plusieurs points du Cadre de Sendai en indiquant que la coopération à tous les niveaux, y compris au niveau transfrontière, est nécessaire pour prévenir les risques de catastrophe.</p>
Raison de la priorité	<p>Les catastrophes liées à l'eau touchent chaque année un grand nombre de personnes (au cours des 25 dernières années (1990-2015), 4 179 263 507 personnes ont été touchées par des inondations ou des étiages (www.emdat.be)) ceci devrait augmenter en raison du changement climatique. La vulnérabilité des populations aux risques de crues et de sécheresses a augmenté à cause de la croissance de la population, de la pauvreté, de la pénurie de terres, de l'urbanisation et du mauvais état de protection des sols contre les inondations et des infrastructures de drainage, notamment dans les pays en développement, et elle continuera encore à augmenter. En outre, les sécheresses, en développant lentement des catastrophes, peuvent conduire à l'effondrement des structures sociales et à des réfugiés, qui peuvent provoquer des perturbations dans les structures sociales des régions adjacentes. Et comme la gestion des risques de catastrophe est généralement moins bien organisée dans les régions transfrontières, ceci conduit à ce qu'un plus grand nombre de personnes soit affectées, la coopération transfrontière est essentielle.</p> <p>Une bonne gestion de l'eau peut aider à réduire les risques de catastrophes causées par les inondations et les sécheresses. Par exemple, les mesures de rétention de l'eau qu'elles soient naturelles ou artificielles peuvent aider à réduire les effets des inondations. Comme la consommation humaine est déjà supérieure à 50% à l'ensemble des débits d'eau douce renouvelables et « accessibles », la demande en gestion de l'eau est un important moyen de réduire les effets des sécheresses. En outre, les écosystèmes ont un rôle central à jouer tant dans la réduction des risques d'inondation que de sécheresse, ainsi la restauration des écosystèmes est une priorité pour la gestion de l'eau et la RRC. En dépit de tout cela, la coopération entre les gestionnaires de l'eau et de la RRC est souvent insuffisante.</p>
Proposition d'agenda et date limite	Premier projet d'ici à la fin 2017
Proposition de Partie chef de file	Pays-Bas
ONU-SPIC Point focal	à annoncer